

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

Commun aux quatre (4) lots

Accord-cadre n° PA_2025-089

**Réalisation de prestations de formation de préparation aux concours
et examens professionnels de la fonction publique à l'attention des
agents de l'Institut national du service public**

MARCHE DE SERVICES

**Marché passé selon la procédure adaptée
Articles R. 2123-1 à R. 2123-7 du code de la commande publique**

SOMMAIRE

Article 1 - Dispositions générales.....	3
1-1- Forme, décomposition et montant du marché	3
1-2- Durée du marché.....	4
1-3- Sous-Traitance	5
Article 2 - Pièces contractuelles.....	5
Article 3 - Modalités d'exécution des prestations.....	6
3-1- Réunion préparatoire.....	6
3-2- Lieux, et horaires d'exécution.....	6
3-3- Délais d'exécution	6
3-4- Modalités de présentation des intervenants.....	6
3-5- Obligations du titulaire	7
3-6- Conditions de report et d'annulation de la formation à l'initiative du pouvoir adjudicateur.....	7
3-7- Conditions de report et d'annulation de la formation à l'initiative du titulaire.....	7
3-8- Obligations du pouvoir adjudicateur.....	8
Article 4 - Clause de réexamen	8
Article 5 - Confidentialité et protection et traitement des données à caractère personnel.	8
Article 6 - Respect des principes de neutralité et de laïcité.....	9
Article 7 - Prix et règlement.....	9
7-1- Emission et contenu des bons de commande	9
7-2- Forme du prix.....	10
7-3- Contenu du prix.....	10
7-4- Variation des prix	10
7-5- Clause de sauvegarde	10
7-6- Modalités de règlement.....	11
7-6-1- Périodicité et régime des paiements.....	11
7-6-2- Présentation des demandes de paiement	11
7-6-3- Délais de paiement.....	12
7-6-4- Intérêts moratoires.....	12
Article 8 - Contrôles de la bonne exécution du marché	13
8-1- Opérations de vérifications.....	13
8-2- Pénalités.....	13
8-2-1- Pénalités de retard	13
Article 9 - Documents à remettre par le cocontractant pendant toute la durée du marché	13
Article 10 - Résiliation	14
Article 11 - Litiges et différends	14
Article 12 - Dérogations aux documents généraux.....	14

Article 1 - Dispositions générales

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent la réalisation de prestations de formation de préparation aux concours et examens professionnels de la fonction publique à l'attention des agents de l'Institut national du service public.

La description technique des prestations attendues est définie dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

1-1- Forme, décomposition et montant du marché

L'accord-cadre est composé de 4 (quatre) lots.

Lots	Forme	Montant minimum HT	Montant maximum HT
Lot n° 1 : Préparation à l'examen professionnel de catégorie C en B	Accord-cadre mono-attributaire à bons de commande (articles L. 2125-1, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique)	Aucun	12 600 EUR par an
Lot n° 2 : Préparation à l'examen professionnel de catégorie B en A	Accord-cadre mono-attributaire à bons de commande (articles L. 2125-1, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique)	Aucun	12 600 EUR par an
Lot n° 3 : Préparation aux examens professionnels pour l'accès aux grades de catégorie B classe supérieure et classe exceptionnelle	Accord-cadre mono-attributaire à bons de commande (articles L. 2125-1, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique)	Aucun	12 600 EUR par an
Lot n°4 : Préparation à l'examen professionnel d'attaché principal	Accord-cadre mono-attributaire à bons de commande (articles L. 2125-1, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique)	Aucun	8 500 EUR par an

Il ne comporte ni tranche, ni phase.

Le montant maximum alloué au titre du présent accord-cadre est fixé à 138 900 € HT pour l'ensemble de sa durée d'exécution, reconductions comprises.

1-2- Durée du marché

Lots	Date de début	Durée de la période initiale
Lot n° 1 : Préparation à l'examen professionnel de catégorie C en B	A la date de notification du lot	12 mois
Lot n° 2 : Préparation à l'examen professionnel de catégorie B en A	A la date de notification du lot	12 mois
Lot n° 3 : Préparation aux examens professionnels pour l'accès aux grades de catégorie B classe supérieure et classe exceptionnelle	A la date de notification du lot	12 mois
Lot n°4 : Préparation à l'examen professionnel d'attaché principal	A la date de notification du lot	12 mois

Reconduction : tacite annuelle dans la limite de 2 reconductions sauf dénonciation expresse par lettre recommandée avec accusé de réception par le pouvoir adjudicateur trois mois avant la date anniversaire du début du marché. Le ou les titulaires de chaque lot de l'accord-cadre ne peuvent pas refuser la reconduction selon les dispositions de l'article R. 2112-4 du code de la commande publique.

La durée globale de l'accord-cadre ne peut pas excéder trente-six (36) mois à compter de la date de notification du lot.

L'émission des bons de commande ne peut se faire que pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de la période du marché en cours de validité pour une durée maximum de six (6) mois et exécutés jusqu'à six (6) mois après la fin de vie du marché.

L'exécution des prestations débute à la date de notification de chaque bon de commande.

1-3- Sous-Traitance

Conformément aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et en complément des dispositions des articles R. 2193-1 à R. 2193-22 relatifs à la sous-traitance, les conditions de l'exercice de la sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG – FCS).

Le titulaire veillera présenter ses sous-traitants qui ne l'auraient pas été lors du dépôt de son offre ainsi que toutes les pièces et informations nécessaires à l'acceptation des sous-traitants en cours d'exécution de l'accord-cadre. La présentation d'un sous-traitant se fait à l'aide de l'imprimé [DC4 \(Déclaration de sous-traitance\)](#). Devront y être indiquée les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire sauf lorsque le montant est inférieur à 600 EUR TTC.

Conformément aux dispositions des articles R. 2152-3, R. 2152-4, R. 2152-5 et R. 2193-9 du code de la commande publique, si le pouvoir adjudicateur considère que les prix des prestations qu'il est prévu de sous-traiter sont anormalement bas, il sera demandé au titulaire de justifier ces prix. Si aucune justification permettant d'expliquer les prix proposés n'est apportée, la sous-traitance ne pourra être agréée.

Article 2 - Pièces contractuelles

Le marché est constitué par les documents énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) dont l'exemplaire original est conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur, et son annexe le bordereau des prix (BP) de chaque lot ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun aux quatre (4) lots ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) commun aux quatre (4) lots et ses annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes ou de services (CCAG – FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le cadre de réponse technique (CRT) ;
- Les bons de commande
- L'arrêté du 14 décembre 2021 portant approbation d'un cahier des clauses de livraison continue numérique ;
- L'ensemble des recommandations référençant les normes et standards applicables au sein des systèmes d'information, en particulier :
 - Le référentiel général d'accessibilité pour les administrations (RGAA), approuvé par arrêté du 20 septembre 2019 ;
 - Le référentiel général d'interopérabilité (RGI), approuvé par arrêté du 22 avril 2016 ;
 - Le référentiel général de sécurité (RGS), approuvé par arrêté du 13 juin 2014 ;
 - La politique de sécurité du système d'information de l'Etat (PSSIE).

3-1- Réunion préparatoire

Une réunion préparation aura lieu dans les (15) quinze jours qui suivront la notification des quatre lots. Au cours de celle-ci, seront présentées les modalités d'exécution du marché ainsi que le planning d'exécution concernant chaque lot.

Cette réunion sera organisée par l'INSP en visioconférence à la prise d'effet du marché.

3-2- Lieux, et horaires d'exécution

Sauf indication contraire dans le bon de commande, les prestations s'effectueront soit :

- sur le site de Strasbourg, sis 1 rue Sainte Marguerite - 67080 Strasbourg ;
- à distance via une plateforme pédagogique et des classes virtuelles en visioconférence.

Elles se réaliseront du lundi au vendredi, sachant qu'une journée de formation dure 7 (sept) heures. Les horaires précis seront à convenir ultérieurement.

3-3- Délais d'exécution

Le titulaire s'engage à intervenir aux dates et horaires indiqués dans les bons de commande et à respecter les délais indiqués dans le CCTP, le présent CCAP et le CCAG – FCS.

En cas d'arrêt de travail de leurs intervenants, le titulaire est tenu d'exécuter les prestations du marché, indispensables à la continuité du service.

En cas de non-respect des dates et horaires ou délais, le titulaire encoure des pénalités, conformément à l'article 8-2-1 du présent CCAP.

3-4- Modalités de présentation des intervenants

La bonne exécution des prestations dépend essentiellement de la personne qui se trouve nommément désignée pour en assurer la conduite par le titulaire dans son offre. Aussi, le titulaire doit dépêcher la même personne dans la mesure où elle donne satisfaction.

Si cette personne n'est plus en mesure de remplir sa mission, le titulaire doit en aviser immédiatement la personne responsable du marché, par tout moyen permettant d'en accuser bonne réception, et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

A ce titre et par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG – FCS, obligation lui est faite de désigner un remplaçant et d'en communiquer le nom et le curriculum vitae (CV) à la personne responsable du marché dans un délai d'un jour ouvré à compter de la date d'envoi de l'avis dont il est fait mention à l'alinéa précédent.

Le remplaçant est considéré comme accepté si le pouvoir adjudicateur ne le récuse pas dans un délai de deux jours ouvrés à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si le pouvoir adjudicateur récuse le remplaçant, le titulaire dispose d'un jour ouvré pour désigner un autre remplaçant et en informer la personne responsable des marchés.

En cas de retard dans la désignation du remplaçant ou de la transmission du nom et du CV de celui-ci, le titulaire encourt une pénalité prévue à l'article 8-2-1 du présent CCAP.

A défaut de désignation ou si ce remplaçant est récusé par le pouvoir adjudicateur dans le délai de 30 jours indiqué ci-dessus, le marché peut être résilié dans les conditions prévues par le CCAG – FCS.

3-5- Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- Transmettre les supports pédagogiques : ressources documentaires on ou offline, exercices, tests d'orientation, devoirs blancs, etc.);
- Déposer les listes d'émargement et évaluations après la formation en même temps que la facture sur Chorus-Pro ;
- Assurer un accompagnement personnalisé auprès de chaque agent (tests, corrections avec lignes d'amélioration, etc.)
- Modifier le programme et les méthodes pédagogiques en cours de formation si l'adaptation paraît nécessaire ;
- Participer aux réunions de préparations avec le pôle DRHPB – PPAE le cas échéant.

3-6- Conditions de report et d'annulation de la formation à l'initiative du pouvoir adjudicateur

En cas de report d'une session à de nouvelles dates, celles-ci sont fixées d'un commun accord avec le titulaire.

L'annulation de la formation ne donne droit à aucune indemnité pour le titulaire, si elle intervient par écrit (lettre ou courriel) avec accusé de réception huit jours ouvrés au moins avant son démarrage.

Toute formation annulée moins de huit jours ouvrés avant la date prévue donne droit, sur demande expresse du titulaire, présentée dans un délai d'un mois à partir de la décision, à une indemnité forfaitaire égale à 20 % du montant de la prestation commandée.

L'annulation le jour même donne droit à paiement d'indemnités à hauteur du montant de la prestation concernée dans les mêmes conditions.

3-7- Conditions de report et d'annulation de la formation à l'initiative du titulaire

En cas de report de la formation demandé par le titulaire, de nouvelles dates doivent être proposées et acceptées par le pouvoir adjudicateur. Les éventuels frais générés par ce report resteront intégralement à la charge du titulaire.

En cas d'annulation par le titulaire, les indemnités suivantes seront dues au pouvoir adjudicateur :

- Si l'annulation intervient 30 jours ouvrés avant la date prévue des prestations : 50 % du montant H.T. des prestations ;
- Si l'annulation intervient de 29 à 15 jours ouvrés avant la date prévue des prestations : 70 % du montant H.T. des prestations ;
- Si l'annulation intervient de 14 à 3 jours ouvrés avant la date prévue des prestations : 90 % du montant H.T. des prestations ;
- Si l'annulation intervient 2 jours ouvrés ou moins avant la date prévue des prestations : 100 % du montant H.T. des prestations.

L'avance mentionnée à l'article 8-6-1-1 du présent CCAP restera acquise au pouvoir adjudicateur et viendra, le cas échéant, en déduction des indemnités dues.

3-8- Obligations du pouvoir adjudicateur

L'INSP s'engage à prendre en charge la gestion administrative et logistique de la formation.

Article 4 - Clause de réexamen

Conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, en cours d'exécution du présent accord-cadre, des modifications et/ou des ajouts de prestation(s) peuvent intervenir, à l'initiative du pouvoir adjudicateur.

Ces modifications et/ou ajouts pour les quatre lots ne remettent pas en cause la nature globale du présent accord-cadre sous réserve que l'économie du marché ne soit pas modifiée. Un avenant sera alors établi.

Si le montant maximum fixé pour l'une des périodes d'exécution, telles que définies aux articles 1.1 et 1.2 du présent CCAP, est atteint avant son terme, le pouvoir adjudicateur pourra, par voie d'avenant, anticiper le démarrage de la période suivante.

À l'inverse, si le montant maximum d'une période d'exécution n'est pas intégralement consommé, le pouvoir adjudicateur pourra, également par voie d'avenant, reporter le solde non utilisé sur la période suivante.

Les modifications sont enclenchées après discussion avec le titulaire, dans la limite de trois fois sur la durée totale du marché, par lot.

Article 5 - Confidentialité et protection et traitement des données à caractère personnel

Pour tout traitement de données personnelles effectué en relation avec ce marché, les parties se conformeront au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) – « RGPD ».

Chaque partie déclare et garantit à l'autre partie qu'elle se conformera strictement au RGPD pour tout traitement de données personnelles effectué en rapport avec ce contrat.

Le titulaire s'engage à ne traiter les données à caractère personnel que sur instructions du pouvoir adjudicateur et à informer celui-ci, le cas échéant, des traitements effectués par un sous-traitant.

Les parties s'engagent à informer les personnes concernées, au moment de la collecte, de leurs droits (droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données) et à leur transmettre l'adresse du délégué à la protection des données du pouvoir adjudicateur. Celui-ci est chargé de centraliser leurs demandes d'exercice de leurs droits et d'y donner suite, avec l'aide du fournisseur si nécessaire.

L'adresse courriel du délégué à la protection des données du pouvoir adjudicateur est : dpo@insp.gouv.fr.

L'adresse courriel du délégué à la protection des données du titulaire, le cas échéant, figure dans le CRT ou renvoie vers l'interlocuteur unique.

Les parties s'engagent à se signaler mutuellement toute violation des données et à y remédier. Le délégué à la protection des données du pouvoir adjudicateur se charge de notifier les violations de données à la Commission nationale de l'informatique et des libertés.

CCAP PA_2025-089 : Réalisation de prestations de formation de préparation aux concours et examens professionnels de la fonction publique à l'attention des agents de l'Institut national du service public

Les données à caractère personnel sous-traitées dans le cadre du présent marché sont définies ci-dessous. A ce titre, les données feront l'objet de traitements puis seront détruites à la fin du présent marché.

Données à caractère personnel sous-traitées :

- Données à caractère personnel traitées : nom, prénom(s), adresse mail professionnelle, date de naissance ;
- Catégories de personnes concernées : agents ;
- Finalité(s) du traitement : émargement, transmission des supports pédagogiques ;
- Nature du traitement : collecte, utilisation, conservation et destruction.

Le titulaire s'engage à prendre des mesures de sécurité mises en œuvre pour garantir l'intégrité, la confidentialité et la disponibilité des données et à préciser celles-ci au pouvoir adjudicateur.

Par dérogation aux dispositions de l'article 5.2.3 du CCAG – FCS, aucune pénalité n'est prévue.

Article 6 - Respect des principes de neutralité et de laïcité

Le titulaire assure le respect du principe d'égalité des usagers des participants à la formation et veille au respect des principes de neutralité et de laïcité de celle-ci.

Il veille à ce que ses salariés ou toute personne sur laquelle il exerce son autorité hiérarchique ou son pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution de la formation, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale tous les participants, et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Les intervenants s'abstiennent de manifester leurs appartenances ou convictions politiques ou religieuses, tant en arborant des signes ou tenues manifestant ostensiblement de telles appartenances ou convictions, qu'en se livrant à des comportements révélant ces appartenances ou convictions.

Le titulaire veille à ce que toute personne à laquelle il confie pour partie la formation, notamment ses sous-traitants, s'assure du respect de l'égalité des participants à la formation et veille au respect des principes de neutralité et de laïcité par ses salariés ou toute personne sur laquelle il exerce son autorité hiérarchique ou son pouvoir de direction.

Le pouvoir adjudicateur est informé, sans délai, de tout manquement aux principes d'égalité, de neutralité et de laïcité constaté par le titulaire. Le pouvoir adjudicateur et le titulaire prennent alors des mesures pour y remédier.

Article 7 - Prix et règlement

7-1- Emission et contenu des bons de commande

Conformément à l'article R. 2162-13 du code de la commande publique, les bons de commande sont des documents écrits adressés au titulaire de l'accord-cadre qui précisent les prestations, décrites dans l'accord-cadre, dont l'exécution est demandée et en déterminent la quantité et les délais d'exécution, le cas échéant.

7-2- Forme du prix

L'accord-cadre est conclu à prix unitaires et forfaitaires, conformément aux prix mentionnés dans le bordereau de prix (BP) de chaque lot annexé à l'acte d'engagement (AE).

7-3- Contenu du prix

Les prix sont réputés comprendre :

- toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations ; en particulier, sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts ;
 - les taxes et écotaxes ;
 - les frais afférents à l'assurance ;
 - les frais de cessions de droit liés à l'utilisation des résultats ;
 - les frais de déplacement (hôtellerie, restauration, transports) ;
 - les réunions de travail et de validation entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire ;
 - tous les livrables mentionnés au présent CCAP ainsi que ceux mentionnés au CCTP ;
 - la réunion de préparation ;
 - L'accès à la plateforme pédagogique ;
- toutes les sujétions liées à la mise en œuvre des prestations du marché.

7-4- Variation des prix

Les prix du marché sont réputés fermes pendant douze mois (12 mois). Ils sont par la suite révisables annuellement, à la date anniversaire de notification du marché.

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois de réception des offres. Ce mois est appelé mois zéro (M0).

La formule applicable est la suivante :

$$P = P_0 * \left[\left(\frac{I}{I_0} \right) \right]$$

- P = prix actualisé
- P₀ = prix réputé établi sur la base des conditions économiques du mois « zéro » (M₀) ;
- I = valeur du dernier indice Syntec connu définitif à la date de révision du prix (<https://www.syntec.fr/>)
- I₀ = valeur du dernier indice Syntec connu définitif au mois M₀ (<https://www.syntec.fr/>)

Si le titulaire souhaite bénéficier de la révision du prix, il notifie au service facturier (SFACT), à l'adresse courriel SFACTDEPENDSES-AC@insp.gouv.fr, ses nouveaux prix au plus tard au moment du dépôt de la première facture après la date anniversaire du marché.

La formule de calcul, les indices utilisés et la variation des prix sont explicitement indiqués sur ladite facture ou sur tout autre état liquidatif. A réception des nouveaux tarifs dans le délai indiqué ci-dessus, le pouvoir adjudicateur dispose alors de trente jours pour accepter la variation. Passé ce délai, les prix sont réputés acceptés.

L'utilisation d'une formule différente entraînera le rejet de la révision des prix et le titulaire disposera d'un délai de dix jours pour effectuer une autre demande de révision. A défaut, les prix ne seront pas révisés.

7-5- Clause de sauvegarde

Les prix révisés ne peuvent excéder plus de 5 % des prix initiaux sur la durée totale du marché.

En cas d'augmentation supérieure à la hausse autorisée, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché sans indemnités.

7-6- Modalités de règlement

7-6-1- Périodicité et régime des paiements

Les prestations sont réglées au fur et à mesure de leur réalisation au vu de la facture et après attestation des services faits.

Chaque bon de commande fera l'objet d'une facture distincte.

Mode de règlement : virement par mandat administratif.

7-6-1-1 Avance

L'option A de l'article 11.1 du CCAG – FCS s'applique.

7-6-2- Présentation des demandes de paiement

Le titulaire transmet sa facture sous forme électronique, conformément à l'article L. 2192-1 du code de la commande publique, et y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement

En application de l'article D. 2192-2 du même code, les factures comportent les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- le n° du marché ;
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- en cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- l'adresse de facturation si elle est différente de celle de livraison ;
- le code d'identification du service en charge du paiement ;
- la date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- la quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- l'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires ;
- l'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture.

Les factures électroniques comportent les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Pour les émetteurs ne disposant pas du numéro d'identité mentionné à l'alinéa précédent,

un arrêté du ministre chargé du budget fixe l'identifiant qui doit être porté sur les factures.

La transmission des factures s'effectuera par internet via le portail Chorus Pro accessible à l'URL suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr/>

SIRET de l'INSP : 197 534 639 00020 – code service : DL

Les micro-entreprises peuvent se rendre sur la page suivante afin d'être guidées dans leurs démarches sur chorus.pro.gouv.fr :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/facturation-electronique-mode-demploi-pour-les-micro-entreprises/>

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant le pouvoir adjudicateur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation.

7-6-3- Délais de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article R. 2192-10 du code de la commande publique.

7-6-4- Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions R. 2192-10 du code de la commande publique fait courir de plein droit et sans autre formalité des intérêts moratoires (IM) au bénéfice du titulaire.

Conformément à l'article R. 2192-31 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

Par ailleurs, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 EUR (quarante euros) se rajoute aux IM.

Article 8 - Contrôles de la bonne exécution du marché

8-1- Opérations de vérifications

Le titulaire s'engage sur la qualité de l'exécution des prestations du marché. Par dérogation à l'article 27 du CCAG – FCS, les formations font l'objet de vérifications effectuées par l'équipe pédagogique/le pôle DRHPB – PPAE de l'INSP au vu du bilan pédagogique, complété des évaluations des stagiaires et des pièces mentionnées à l'article 3-5 du présent CCAP.

8-2- Pénalités

Par dérogation aux dispositions prévues à l'article 14 du CCAG – FCS, les pénalités ci-après s'appliquent quel que soit leur montant.

Dans le calcul des pénalités, toute heure ou toute journée commencée est considérée comme entière et le délai expire à la fin du dernier jour de la date prévue.

Les pénalités ne s'appliquent ni en cas de force majeure, ni en cas de prolongation du délai d'exécution accordée par le pouvoir adjudicateur.

L'application des pénalités ne nécessite aucune mise en demeure de la part du pouvoir adjudicateur. Celui-ci peut, par une décision motivée et au regard des éventuelles justifications présentées par le titulaire, renoncer à l'application de pénalités.

Les pénalités sont cumulables, dans la limite, sauf exception indiquée ci-après, de 20 % du montant HT maximum annuel de l'accord-cadre et ne sont pas assujetties à la TVA.

Les pénalités sont exigibles dès la constatation du manquement du titulaire à ses obligations contractuelles.

Si, sur la durée totale du marché, des pénalités ont été appliquées au moins trois fois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

8-2-1- Pénalités de retard

En cas de retard, le titulaire du marché encourt les pénalités suivantes :

- Retard dans la production de toute documentation demandée dans le cadre de l'accord-cadre : 100 EUR par jour ouvré de retard ;
- Retard dans désignation ou la transmission du CV d'un remplaçant : 100 EUR par jour ouvré de retard ;
- Non-respect des horaires fixés dans le bon de commande : 10 % du montant de la prestation par heure ouvrée de retard, nonobstant les autres pénalités mises à sa charge, sauf cas de force majeure définie par la jurisprudence administrative ;
- Impossibilité constatée d'obtenir une réponse dans un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la première demande concernant le suivi commercial ou technique du marché : 100 EUR par défaillance constatée.

Article 9 - Documents à remettre par le cocontractant pendant toute la durée du marché

Conformément aux articles D. 8222-5, D. 8254-2 et D. 8254-4 du code du travail, le cocontractant fournira tous les six mois, les pièces et attestations mentionnées aux articles précités, applicables au statut du cocontractant sur la plateforme en ligne sécurisée mise à disposition gratuitement à l'adresse URL suivante : <https://declarants.e-attestations.com>.

CCAP PA_2025-089 : Réalisation de prestations de formation de préparation aux concours et examens professionnels de la fonction publique à l'attention des agents de l'Institut national du service public

Article 10 - Résiliation

Outre les possibilités de résiliations mentionnées dans le présent CCAP, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché selon les dispositions du chapitre 7 du CCAG – FCS.

Article 11 - Litiges et différends

L'organe chargé des procédures de médiation est le Comité consultatif inter-régional de règlements amiables des litiges relatifs aux marchés publics de la Préfecture de Meurthe-Et-Moselle.

En cas de litige, le tribunal compétent est le Tribunal administratif de Strasbourg.

Article 12 - Dérogations aux documents généraux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

- L'article 3-4 du présent CCAP déroge à l'article 3.4.3 du CCAG – FCS.
- L'article 8-1 du présent CCAP déroge à l'article 27 du CCAG – FCS.
- L'article 8-2 du présent CCAP déroge à l'article 14 du CCAG. –FCS.